

## JAPON, NEPAL : nouveau gouvernement, nouvel élan ? [1/2]

Après la Thaïlande, le Népal puis le Japon. Elue le 5 août 60<sup>ème</sup> Premier ministre de Thaïlande (voir ASA n°88), Y. Shinawatra a depuis lors fait jurisprudence en Asie. En l'espace de quelques semaines, l'archipel nippon et l'ancien royaume népalais ont enregistré à leur tour la nomination d'un nouveau 1<sup>er</sup> ministre. A Tokyo, Katmandou tout comme à Bangkok, la désignation de ces chefs de gouvernement ne relève pas de la simple anecdote politicienne ; si la géographie éloigne ces trois capitales, un climat politique intérieur ténu, complexe et incertain commun les rapproche par la force des choses. Au Japon comme au Népal, un éventail d'écueils et de résistances significatives mettront sous peu à l'épreuve la bonne volonté de ces nouveaux venus et le bien-fondé de leur programme.

Après une longue et meurtrière (12 000 victimes) décennie d'insurrection maoïste (1996-2006) aboutissant en 2008 à l'abolition de la monarchie et à la mise en chantier d'une architecture républicaine et fédérale, l'ancien royaume hindouiste demeure en cette fin d'été englué dans son impérialisme politicienne et partisane, aussi impardonnable que coutumière pour ce pays parmi les moins avancés et à l'économie exsangue. Il avait fallu pas moins de 7 mois d'efforts et 16 tentatives vaines (!) pour *in fine* désigner un chef de gouvernement — J. Khanal - en février 2011 (ASA n°81). Ayant l'honnêteté de reconnaître après un long semestre de désillusions son incapacité à faire avancer significativement la nation - et ses acteurs concernés - sur les dossiers prioritaires (processus de paix ; nouveau texte constitutionnel), J. Khanal céda sans manière son poste mi-août, ouvrant la voie à la désignation - un exercice n'allant jamais de soi dans le paysage politique contrarié népalais - d'un successeur plus à même de mobiliser les énergies et de débloquer la situation. Dans les derniers jours d'août, après d'intenses tractations, B. Bhattarai devenait le 4<sup>ème</sup> 1<sup>er</sup> ministre de la République Démocratique Fédérale du Népal.

■ **Profile : le Dr Baburam Bhattarai**, « l'homme à la Mustang » (véhicule tous-terrains népalais bon marché). Né 57 ans plus tôt, B. Bhattarai est tout sauf un inconnu dans le paysage politique népalais. Vice-Président du parti maoïste (UCPN-M), il est un de ses principaux idéologues, ayant durant la décennie d'insurrection maoïste incarné le visage connu, présentable, du mouvement maoïste, demeurant une de ses principales figures de proue après la fin de la lutte armée, lors de la transition vers la lutte politique. Familier des questions indiennes - longues études dans ce pays — ; réputé pour son aptitude à l'écoute et un tempérament plus posé que son « Président », Prachanda, avec lequel un désaccord durable existerait aujourd'hui.

■ **Des dossiers internes complexes.** Politiques tout d'abord : pour la 3<sup>ème</sup> fois depuis le terme initial fixé par l'Assemblée Constituante (28 mai 2010), cette dernière a prolongé dernièrement la date butoir de ses travaux ; au 30 novembre 2011, la rédaction de la nouvelle Constitution devra être achevée... et le processus de paix (dont la délicate intégration des ex-combattants maoïstes — 19 000 hommes — dans les rangs de l'armée nationale) validé. Une double entreprise complexe mais réalisable selon le nouveau 1<sup>er</sup> ministre (30 août). La gestion des différends internes entre maoïstes (cf. Prachanda vs Bhattarai), la compatibilité relative entre maoïstes et partis madhesi (représentent les populations du sud du pays) et l'attribution à ces derniers de portefeuilles ministériels (8 sur les 15 que compte le gouvernement), éprouveront également le flegme de B. Bhattarai. Il en ira de même de la recherche d'une stabilité gouvernementale - B. Bhattarai est le 4<sup>ème</sup> 1<sup>er</sup> ministre en 4 ans d'un pays en développement navigant cahin-caha sans gouvernement digne de ce nom depuis 2009 et la démission du 1<sup>er</sup> gouvernement maoïste.

Economiques ensuite : « *Notre pays et sa population sont très pauvres [...]. La question du chômage est préoccupante. Aussi, nous nous concentrerons sur la fourniture d'une assistance économique aux masses populaires ; cela sera ma priorité* » affirmait le 29 août, tout juste nommé, l'ancien camarade maoïste. Le redémarrage d'une économie sinistrée par le long conflit civil et la prédation de ses dirigeants, le retour des investissements directs étrangers (IDE), l'amélioration extérieure du pays, figurent en bonne place.

■ **Dossiers extérieurs / régionaux.** Si l'action du nouveau 1<sup>er</sup> ministre doit avant tout être centrée sur les questions intérieures, B. Bhattarai sera sensible à ne pas déplaire à ses deux puissants voisins (**Chine** au nord ; **Inde** au sud), lesquels ne se félicitent pas nécessairement du retour à Katmandou d'un gouvernement maoïste (Delhi surtout) et engagent les nouvelles autorités à agir en direction du retour à l'ordre, à œuvrer pour mettre un terme aux incessants soubresauts (grèves, manifestations, agitations), à éviter que le pays ne replonge dans un chaos préjudiciable à la région (selon Pékin).



Baburam **BHATTARAI**

- 57 ans ; né : district Gorkha
- 35<sup>ème</sup> 1<sup>er</sup> ministre du Népal
- Nommé le 29 août 2011
- Vice-Président (n°2) du parti maoïste (UCPN-M)
- Diplômé de l'Université Delhi (Inde) : doctorat.



### REPÈRES

Régime	République Fédérale
Religion	hindouisme (80%)
Territoire	147 000 km <sup>2</sup>
Capitale	Katmandou
1 <sup>er</sup> ministre	B. Bhattarai ; 57 ans

### Population

Total	30 millions
Espérance de vie	66 ans
Age médian	22 ans
Population rurale	81%
% pop. alphabétisée	48%

### Economie

PIB (2010)	11 milliards €
PIB per capita	280 €
Croissance 2010	+ 4,6 %
Chômage :	48% pop.active
Inflation (2010)	+10,4 %
Pauvreté	25 % pop.
1 <sup>ers</sup> partenaires commerciaux	Inde, Chine, USA

## JAPON, NEPAL : nouveau gouvernement, nouvel élan ? (2/2)

● Aux prises depuis un semestre avec la gestion des suites du séisme-tsunami-accident nucléaire de mars (20 000 disparus ; destructions matérielles inouïes ; contamination nucléaire) - une tâche ardue s'il en est -, l'archipel étonne par sa capacité à lester son agenda d'une préjudiciable cacophonie politique, rapprochant en cela Tokyo de Katmandou ; tout sauf un compliment. 5 années après la fin du mandat du 1<sup>er</sup> ministre J. Koizumi - le seul depuis lors à avoir cessé ses fonctions de cette manière -, le Japon accueillait le 2 sept. son 6<sup>ème</sup> chef de gouvernement depuis 2006. Une *performance* unique en Asie.

■ **Profile.** Yoshihiko Noda, 54 ans, ministre des finances dans le gouvernement démissionnaire précédent, est devenu la semaine passée le 3<sup>ème</sup> chef de gouvernement du Japon en 2 ans, depuis que l'alternance poussa exceptionnellement hors du pouvoir le parti libéral (LDP) au profit des démocrates (DPJ) de MM. Yokohama et N. Kan, éphémères prédécesseurs au poste de 1<sup>er</sup> ministre (respectivement 9 et 15 mois en fonction avant de démissionner). D'extraction modeste, inconnu ou presque et sans filiation dynastique en politique - à la différence de nombre de ses pairs -, Y. Noda n'était guère pressenti parmi les caciques du DPJ pour prendre en charge les affaires nationales.

■ **Pléthore de chantiers domestiques.** Prioritaire, la dense feuille de route domestique mobilisera l'agenda du nouvellement nommé. A commencer par la reconstruction post-tsunami : « *Nous devons accélérer et revitaliser les efforts de reconstruction. Sans « renaissance » de Fukushima, il n'y aura pas de renaissance du Japon* » déclarait-il le jour de son intronisation (2 sept.). La performance hésitante de son prédécesseur sur ce dossier précipita sa chute. Son aptitude à insuffler une vigueur décisive et à (mieux) fédérer les énergies est attendue par la population, guettée par ses adversaires.

**Economie.** La situation de l'actuelle 3<sup>ème</sup> économie mondiale requiert son attention. Selon Y. Noda, l'appréciation du yen — lequel pénalise les ventes des grands exportateurs nippons tels que Toyota ou Sony - doit faire l'objet d'un traitement particulier, tout comme la gestion de l'impressionnante dette publique (supérieure à 210% du PIB), alors que le Japon enregistre 3 trimestres consécutifs de récession, que la déflation perdure, et que les carences dans la fourniture d'électricité (arrêt de diverses centrales nucléaires) devrait s'étirer sur plusieurs années. Le « tout », alors que le coût de la reconstruction, dans ce climat comptable morose, atteindrait plusieurs centaines de milliards d'euros.

**Au niveau strictement politique,** Y. Noda aura l'occasion d'éprouver ses ressources : conjurer cette inacceptable instabilité gouvernementale en période critique pour la nation nipponne, défendre le format de son cabinet associant jeunesse et inexpérience (cf. ministre des Affaires étrangères ; ministre des finances), personnalités du Parti Démocrate (DPJ) — plus ou moins — proches du 1<sup>er</sup> ministre, ministres du gouvernement précédent et cadres plus expérimentés (cf. ministre de la Défense). A 2 ans du prochain scrutin législatif (2013), l'unité malmenée du DPJ, traversé par des courants rivaux et en perte de crédibilité depuis son arrivée au pouvoir en 2009, devra être sérieusement retravaillée.

■ **Chantiers régionaux.** L'administration Noda devra s'employer sans tarder sur une poignée de dossiers bilatéraux sensibles. Les rapports avec Pékin ont récemment accusé le coup de la publication du Livre Blanc sur la Défense 2011, où figure parmi les menaces évoquées pesant *en théorie* sur la sécurité de l'archipel la modernisation accélérée des armées chinoises. Formulées le 2 sept., les promesses de Y. Noda de ne pas visiter le mémorial Yasukuni durant son mandat et d'approfondir les liens avec Pékin ne suffiront pas et devront être suivies d'effets plus concrets. Revenir à une trame apaisée avec Séoul, courroucée elle aussi par le contenu du Livre Blanc sur la Défense (cf. Tokyo y revendique notamment la souveraineté des îles Dokdo / Takeshima), avec Moscou également (cf. îles Kouriles du sud), est une démarche à engager, en ces temps difficiles, au plus tôt. Par opposition, les relations avec Washington, pétrées d'intérêts communs plus que de contentieux, ne devraient pas (trop) ajouter aux sueurs froides du nouveau gouvernement.

**PROSPECTIVE** : à Tokyo comme à Katmandou, le temps alloué par une population lassée de ses dirigeants à la mise en place de la nouvelle administration ne s'étirera pas sur plusieurs trimestres. Dans ces deux pays que tout *a priori* oppose (niveau de développement, économie, influence internationale), l'urgence de la situation (reconstruction post-tsunami et problème nucléaire d'un côté ; reconstruction post-insurrection et paralysie institutionnelle de l'autre) imposera à Messieurs Y. Noda et B. Bhattarai un engagement éclairé de tous les instants et d'afficher des résultats probants à court terme. Un défi particulièrement relevé. Si cette combinaison venait à faire défaut, l'instabilité gouvernementale reprendrait à très court terme ses droits.



**Yoshihiko NODA**

- 54 ans ; né à Funabashi (Chiba)
- Parti Démocrate (DPJ)
- 31<sup>ème</sup> Premier ministre du Japon de l'après-guerre
- Ministre des finances du gouvernement sortant
- Investi le 2 sept. 2011
- Elu Député dès 1993
- Diplômé de l'Université Waseda en 1980.



### REPERES

Régime	Monarchie const.
Religion	shintoïsme (83%)
Territoire	378 000 km <sup>2</sup>
Capitale	Tokyo
1 <sup>er</sup> ministre	Yoshihiko NODA

<b>Population</b>	
Total	126 millions
Espérance de vie	82 ans
Age médian	45 ans
Population rurale	33 %
% pop. alphabétisée	99 %

<b>Economie</b>	
PIB (2010)	3 800 milliards €
PIB per capita	30 000 €
Croissance 2010	+ 3,9 %
Chômage :	5% pop. active
Inflation (2010)	- 0,7 %
Pauvreté	16 % pop.
1 <sup>ers</sup> partenaires commerciaux	Chine, USA Corée du sud